

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
26 avril 2002  
Français  
Original: anglais

---

**Exposé succinct du Secrétaire général  
sur les questions dont le Conseil de sécurité est saisi  
et sur l'état d'avancement de leur examen****Additif**

Conformément à l'article 11 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après.

La liste des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans les documents S/2002/30 du 15 mars 2002, S/2002/30/Add.1 du 22 mars 2002, S/2002/30/Add.2 du 25 mars 2002, S/2002/30/Add.3 du 26 mars 2002, S/2002/30/Add.5 du 1er avril 2002 et S/2002/30/Add.13 du 9 avril 2002.

Au cours de la semaine qui s'est achevée le 20 avril 2002, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur les questions suivantes :

**Menaces contre la paix et la sécurité internationales causées par des actes terroristes** (voir S/2001/15/Add.37, 39 et 46; voir également S/1998/44/Add.32)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à ses 4512e et 4513e séances, le 15 avril 2002, comme il en était convenu lors de consultations préalables. La 4512e séance a été suspendue une fois, puis a repris.

Le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité les représentants de l'Australie, du Cambodge, du Canada, du Chili, du Costa Rica, de l'Espagne, du Japon, du Malawi, du Pakistan, du Pérou, de la Turquie et de l'Ukraine, à leur demande, à participer au débat sans droit de vote.

Le Président, avec l'assentiment du Conseil et comme convenu lors de consultations préalables, a adressé une invitation à M. Jeremy Greenstock, Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité.

La séance a été suspendue.

À la reprise de la séance, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité les représentants d'Israël et de la Malaisie, à leur demande, à participer au débat sans droit de vote.

À la 4513e séance, le Président a indiqué qu'à l'issue de consultations préalables, il avait été autorisé à faire, au nom du Conseil, une déclaration dont il a



donné lecture (pour le texte de la déclaration, voir le document S/PRST/2002/10; à paraître dans *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-septième année, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 2002*).

**La situation en Angola** (voir S/25070/Add.4, 10, 17, 22, 23, 28, 37, 44 et 50; S/1994/20/Add.5, 10, 21, 25, 31, 35, 38, 42, 43 et 48; S/1995/40/Add.5, 9, 14, 18, 31, 40 et 50; S/1996/15/Add.5, 16, 18, 27, 40 et 49; S/1997/40/Add.4, 8, 11, 12, 15, 26, 29, 34, 39 et 43; S/1998/44/Add.4, 11, 17, 20, 23, 25, 26, 32, 37, 41, 48, 51 et 52; S/1999/25/Add.1, 2, 7, 17, 19, 29, 33 et 40; S/2000/40/Add.2, 10, 14, 15 et 29; S/2001/15/Add.4, 8, 16, 38, 42, 46 et 51; S/2002/30/Add.6; voir également S/19420/Add.51; S/22110/Add.21; et S/23370/Add.12, 27, 37, 40, 43, 48 et 51)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 4514<sup>e</sup> séance, le 18 avril 2002, comme il en était convenu lors de consultations préalables.

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité le représentant de l'Angola, à sa demande, à participer au débat sans droit de vote.

Le Président a appelé l'attention sur un projet de résolution (S/2002/437), qui avait été élaboré au cours des consultations préalables tenues par le Conseil.

Le Conseil de sécurité a procédé au vote sur le projet de résolution S/2002/437, qui a été adopté à l'unanimité en tant que résolution 1404 (2002) (pour le texte de la résolution, voir le document S/RES/1404 (2002); à paraître dans *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-septième année, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 2002*).

**La situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine** (voir S/2000/40/Add.39, 44, 46, 47 et 50; S/2001/15/Add.11 à 13, 34 et 50; et S/2002/30/Add.7, 8 et 10; voir également S/7382, S/7441, S/7452, S/7564, S/7570, S/7596; S/7600, S/7913, S/7923, S/7976, S/8000, S/8048, S/8066, S/8215, S/8242, S/8252, S/8269, S/8502, S/8525, S/8534, S/8564, S/8575, S/8584, S/8595, S/8747, S/8753, S/8807, S/8815, S/8828, S/8836, S/8885, S/8896, S/8960, S/9123, S/9135, S/9319, S/9382, S/9395, S/9406, S/9427 et Corr.1, S/9449, S/9452, S/9805, S/9812, S/9930, S/10327, S/10341, S/10554, S/10557, S/10703, S/10721, S/10729, S/10743, S/10770/Add.4, S/10855/Add.15, 16, 23, 24, 29, 30, 33, 41, 43, 44 et 50; S/11185/Add.14 à 16, 21, 42/Rev.1 et 47; S/11593/Add.15, 21, 29, 42 et 49; S/11935/Add.2 à 4, 12, 18 à 21, 23 à 26, 42, 44, 45 et 48; S/12269/Add.12, 13, 21, 42, 43 et 48; S/12520/Add.10, 11, 17, 21, 37, 39, 42, 47 et 48; S/13033/Add.2, 9 à 11, 16, 19, 21, 23, 25, 28, 29, 33, 34, 47 et 50; S/13737/Add.7, 8, 13 à 18, 20 à 22, 24 à 26, 33, 47 et 50; S/14326/Add.10, 11, 20, 24, 28, 29, 47 et 50; S/14840/Add.1 à 4, 8, 12, 13, 15, 16, 21 à 25, 27, 30 à 33, 37, 42, 45 et 48; S/15560/Add.3, 6, 7, 20, 21, 29 à 31, 37, 42, 45, 47 et 48; S/16270/Add.6 à 8, 15, 20, 21, 34, 35, 40 et 47; S/16880/Add.8 à 10, 15, 20, 21, 36, 40, 41 et 46; S/17725/Add.2 à 4, 15, 21, 28, 35, 38, 43 et 47 à 49; S/18570/Add.2, 21, 30, 47 et 49 à 51; S/19420/Add.1 à 5, 13, 15, 18, 19, 22 et Corr.1, 30, 48 et 50; S/20370/Add.4 à 6, 12, 16, 21, 22, 26, 30, 32, 34, 37, 44, 46, 47 et 51; S/21100/Add.4, 10, 12, 17, 20, 21, 30, 39, 40, 42, 44, 45 et 47 à 50; S/22110/Add.4, 12, 20, 21, 30 et 47; S/23370/Add.1, 4, 7, 13, 21, 30, 47 et 50; S/25070/Add.4, 21, 30 et 48; S/1994/20/Add.3, 8, 10, 20, 29 et 47; S/1995/40/Add.4, 8, 18, 19, 21, 29 et 47; S/1996/15/Add.4, 15, 21, 30, 38 et 47; S/1997/40/Add.4, 9, 11, 21, 30 et 46; S/1998/44/Add.4, 21, 26, 28, 30 et 47; S/1999/25/Add.3, 20, 29 et 46; et

S/2000/40/Add.4, 15, 20, 21, 24, 29 et 47; S/2001/15/Add.5, 22, 31 et 48; et S/2002/30/Add.4)

Dans une lettre datée du 17 avril 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/2002/431), le représentant de la Tunisie, en sa qualité de Président du Groupe arabe pour le mois d'avril 2002, et au nom des États membres de la Ligue des États arabes, avait demandé la tenue d'urgence d'une réunion du Conseil de sécurité en vue d'examiner « la poursuite de l'agression militaire israélienne contre le peuple palestinien et l'Autorité palestinienne et la non-application des résolutions du Conseil de sécurité, en particulier les résolutions 1402 (2002) et 1403 (2002), ainsi que la Déclaration du Président du Conseil de sécurité en date du 10 avril 2002 (S/PRST/2002/9) » et « d'examiner les mesures à prendre immédiatement en vue de mettre un terme à la situation tragique actuelle et d'appliquer les résolutions susmentionnées du Conseil de sécurité ».

En réponse à ces demandes, le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à ses 4515e et 4516e séances, les 18 et 19 avril 2002. La 4515e séance a été suspendue une fois, puis a repris.

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, de l'Arabie saoudite, du Bangladesh, du Brésil, du Canada, de Cuba, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Espagne, de l'Inde, de l'Indonésie, de la République islamique d'Iran, de l'Iraq, d'Israël, du Japon, de la Jordanie, du Koweït, de la Malaisie, de la Mongolie, du Maroc, du Pakistan, du Qatar, du Soudan et de la Tunisie, à leur demande, à participer au débat sur cette question, sans droit de vote.

En réponse à la demande contenue dans une lettre datée du 18 avril 2002, émanant de l'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/439), le Président, conformément au Règlement intérieur et à la pratique antérieure suivie à cet égard, a invité l'Observateur permanent à participer au débat.

À la 4516e séance, le 19 avril 2002, le Président a appelé l'attention sur un projet de résolution (S/2002/471) présenté par les États-Unis d'Amérique.

Le Conseil de sécurité a procédé au vote sur le projet de résolution S/2002/471, qui a été adopté en tant que résolution 1405 (2002) (pour le texte de la résolution, voir le document S/RES/1405 (2002); à paraître dans *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-septième année, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 2002*).